

**ASSEMBLÉE NATIONALE**  
29 novembre 2024

PRÉVENIR LES LITIGES RELATIFS AUX OBLIGATIONS DE DÉCENCE ÉNERGÉTIQUE  
ET À SÉCURISER LEUR APPLICATION EN COPROPRIÉTÉ - (N° 629)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N ° 34

présenté par

M. Bazin, Mme Bazin-Malgras, M. Berger, Mme Blin, Mme Sylvie Bonnet, Mme Bonnivard,  
M. Bony, M. Boucard, M. Bourgeaux, M. Breton, M. Brigand, M. Fabrice Brun, M. Ceccoli,  
M. Cordier, Mme Corneloup, Mme Dalloz, M. Descoeur, M. Di Filippo, M. Dive, Mme Duby-  
Muller, M. Forissier, M. Gosselin, Mme Gruet, M. Herbillon, M. Jeanbrun, M. Juvin, M. Le Fur,  
M. Lepers, M. Liégeon, M. Marleix, Mme Alexandra Martin, Mme Frédérique Meunier, M. Nury,  
M. Pauget, Mme Petex, M. Ray, M. Rolland, Mme Tabarot, M. Taite, M. Vermorel-Marques,  
M. Jean-Pierre Vigier et M. Wauquiez

-----

**TITRE**

Rédiger ainsi le titre de la proposition de loi :

« visant à éviter d’aggraver la crise du logement par une sortie massive de logements du parc locatif  
».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le calendrier prévu par la loi climat et résilience (2021) apparaît inadapté.

En effet, il ne tient pas compte des difficultés financières et techniques que peuvent rencontrer les propriétaires dans la réalisation de travaux de rénovation.

En l’état, il risque d’aggraver la crise du logement en conduisant, dès 2025, à la sortie d’un nombre important de logements du marché locatif (logements classés G).

L’objet de cet amendement est donc d’indiquer que l’objet de la présente loi est, en priorité, d’éviter d’aggraver la crise du logement par une sortie massive de logements du parc locatif.